

## Guerre en Ukraine : quelles menaces, quelles questions ?



Alors que la guerre est aux portes de l'Europe (conflit entre la Russie et l'Ukraine) et que des drones russes font depuis quelques semaines des intrusions dans l'espace aérien de plusieurs pays européens, la question des représailles se pose. Nous allons nous pencher sur plusieurs avis exprimés dans trois tribunes du quotidien *Le Monde* : le 28 septembre 2025, le chercheur et enseignant à Sciences Po Paris Nicolas TENZER s'est exprimé sur le sujet, faisant suite à Violeta MOSKALU, maîtresse de conférences associée à l'IAE Metz School of Management à l'université de Lorraine, ainsi que Florence GAUB et Roderick PARKES, tous deux chercheurs au collège de défense de l'OTAN (Organisation du Traité de l'Atlantique Nord) le 15 septembre.

Commençons par nous pencher dans un premier temps sur les provocations de la Russie ces dernières semaines. Tout d'abord, il y a les multiples incursions de drones russes dans les espaces aériens de la Pologne, l'Estonie et la Roumanie. La Norvège, la Suède et le Danemark ont également été survolés par des drones dont on ne connaît pas l'origine, bien qu'il ne s'agisse probablement pas d'une coïncidence. De même, plusieurs incendies en Pologne ont été attribués au Kremlin, tout comme le brouillage du signal GPS de l'avion de la présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen ainsi que celui de la ministre espagnole de la défense Margarita Robles. Nous pouvons également évoquer les actes de sabotage, les cyberattaques et un attentat manqué en juillet 2024 contre le président de la société allemande Rheinmetall, fournisseur de matériel de guerre à l'Ukraine. Enfin, on peut y ajouter les manipulations de l'information (fake news propagées partout sur internet), les ingérences pendant des élections notamment en Moldavie et en Géorgie pour garder le contrôle de ces pays et les éloigner de l'Union européenne, et les « procédures bâillons » devant la justice contre diverses personnalités (TENZER fait référence au fait qu'il ait été traduit en justice par la chaîne russe RT pour diffamation). Ces actions, en plus de déstabiliser les régimes politiques européens, ont un impact économique direct et indirect : la fermeture d'un aéroport coûte près de dix millions d'euros par jour (impact direct), et les mesures de prévention et de surveillance pour parer d'éventuelles attaques russes sont de plus en plus sophistiquées, donc plus coûteuses.

Nicolas TENZER dénonce la passivité de l'Europe et exhorte les politiques à répondre à la Russie. Il met en avant le fait que la Russie ne cherche pas seulement à tester les systèmes de défense des pays européens mais qu'elle cherche surtout à tester la réaction des politiques européens, donc à déstabiliser l'Europe. Pour lui, ne pas répondre serait monter à la Russie que ses multiples attaques sont justifiées, et qu'elle peut continuer. A terme, laisser la Russie s'introduire dans l'espace aérien des pays européens, ou encore la laisser propager des fake news et brouiller les signaux GPS aurait pour conséquence une attaque massive de la Russie sur l'Europe, puisque plus les pays restent passifs, plus la Russie a le temps de se préparer à une guerre et devient plus puissante. De son avis, toutes ces attaques de la Russie ne se seraient jamais produites si l'Europe avait déclenché une intervention militaire en Ukraine, ce qui nous montre qu'il est favorable à une riposte de la part de l'Europe en Ukraine. Cette non-réponse européenne, placée sous le signe de la prévention d'une escalade, a valeur justement de feu vert à la Russie pour une escalade. En effet, même si l'Europe ne veut pas se battre, la Russie ne veut pas négocier la paix, ce qui signifie qu'elle ne s'arrêtera sûrement pas à la conquête de l'Ukraine et qu'elle s'en prendra ensuite à l'Europe. Gagner la guerre en Ukraine est donc selon lui la seule possibilité d'assurer la sécurité des populations européennes, mais il faut pour cela agir maintenant car plus le temps passe et plus la Russie est puissante et prête à mener une guerre sans merci contre l'Europe. Ainsi, plus le temps passe et moins l'Europe aura les capacités de remporter un conflit armé contre la Russie.

Ce point de vue est partagé par Violeta MOSKALU, chercheuse qui appelle à un « sursaut européen », donc une réaction forte de l'Europe, car elle est également d'avis qu'à travers la guerre en Ukraine c'est toute l'Europe qui est menacée. Elle déplore la prise tardive de décisions de la part de l'Europe, donnant plus de temps à la Russie pour préparer notre perte, puisqu'elle ne cherche pas la paix mais la capitulation donc la soumission des pays européens envers elle. Cette affirmation est renforcée par l'incursion de drones russes dans les espaces aériens des pays européens à commencer par la Pologne, pays frontalier à l'Ukraine et porte d'entrée de l'Union européenne. Ne pas y répondre serait accepter de mener une guerre face à la Russie, que nous perdrions sans aucun doute si nous continuons d'attendre sans prendre de décision concrète contre ses provocations. Parmi ces décisions, la protection des civils ukrainiens par la mise en place d'un « bouclier aérien » est une priorité pour MOSKALU.

La crainte des pays européens envers l'utilisation de l'arme nucléaire par la Russie est une des principales causes de l'inaction européenne car la Russie est effectivement la première puissance nucléaire mondiale. Toutefois, cette peur ne fait que renforcer la puissance russe car elle est assurée que les pays européens ne l'attaqueront pas, alors qu'elle ne se générera pas de son côté pour lancer des offensives contre ces pays. C'est donc le fait de provoquer une escalade que les Européens redoutent, car ils craignent d'être menés à leur destruction par l'utilisation de la bombe nucléaire. Néanmoins pour Violeta MOSKALU cette menace de la bombe atomique sans cesse brandie par la Russie n'est qu'un piège mental : elle rappelle en effet que l'arme atomique a un rôle principalement dissuasif, puisqu'elle n'a été utilisée que deux fois dans l'Histoire (Hiroshima et Nagasaki au Japon en août 1945), et qu'elle ne garantit pas la victoire puisque plusieurs puissances nucléaires, y compris l'URSS (Union des Républiques Socialistes Soviétiques, incluant la Russie), ont déjà perdu des guerres. L'URSS a par exemple

perdu une guerre en Afghanistan, qui est pourtant un pays moins bien armé et non doté de l'arme nucléaire, qu'elle-même possédait. « Il faut de la lucidité et du courage. Les Ukrainiens nous donnent chaque jour un exemple de résilience inouïe. A nous d'en être dignes », déclare Violeta MOSKALU.

Les sanctions économiques sont également une proposition au cœur du discours général de Violeta MOSKALU pour faire vaciller la Russie. En effet, malgré l'impression d'une Russie puissante qui ne craint pas les sanctions économiques, son PIB (Produit Intérieur Brut) ne représente en fait que 2% du PIB mondial, tandis que celui de l'UE représente 20% soit un cinquième du PIB mondial. Ainsi, infliger des sanctions économiques à la Russie pourra l'affaiblir, et bien plus que ce que les pays européens ne le pensent.

Ces différentes exhortations à défendre l'Ukraine ne sont pas une idée qui fait consensus : la majeure partie des citoyens européens et plus largement de l'OTAN ne souhaitent en aucun cas faire la guerre, encore moins pour un pays qui n'est pas le leur, et qui n'est ni dans l'UE ni dans l'OTAN. Cependant pour Florence GAUB et Roderick PARKES, deux chercheurs, les citoyens ne sont pas « trop mous », mais juste pas motivés pour se battre car une victoire comme une défaite n'auraient aucun enjeu direct pour eux. Pour eux il faut donc juste donner une bonne raison aux citoyens de se battre, et ils se battront. L'envie de se battre peut-être cultivée ou affaiblie par les Etats, ce qui a été le cas par la non-réaction de l'Europe aux intimidations de la Russie. De plus, cette répugnance à l'idée de se battre n'est fondée que sur des hypothèses sur le comportement citoyen et non sur des faits. En effet, un « potentiel combattant » existe bel et bien mais il est dissimulé par les caractéristiques des sociétés d'aujourd'hui : en clair, même si la société est qualifiée avec des termes plutôt péjoratifs comme le fait d'être démotivée, ce n'est pas le cas et il existe bien des personnes prêtes à se battre, si bien que ce sur quoi il faut se questionner est : dans quelles conditions les populations iront-elles se battre ? Pour GAUB et PARKES, il faut que les recruteurs s'appuient sur les « motivations authentiques » des populations, c'est-à-dire ce qu'ils recherchent dans le combat. Cela permettra une cohésion entre les combattants et la guerre pourra être menée avec succès.

En conclusion, la guerre en Ukraine et les provocations de la Russie envers l'Europe pose de nombreuses questions comme celles des réponses à apporter et de la mobilisation des populations. Si beaucoup s'accordent à dire que l'Europe doit réagir fermement et intervenir en Ukraine, d'autres déplorent une société trop démotivée et inapte à se battre car le nombre de personnes prêtes à se rendre sur un champ de bataille est faible. Pourtant, c'est aux Etats de motiver la population en lui donnant ainsi les moyens de faire la guerre et de la remporter pour assurer ensuite une paix durable. La guerre en Ukraine n'est cependant pas le seul conflit ayant des impacts et questionnements sur la France, puisque la guerre à Gaza pose également la question d'une réaction face à Israël face au vu de massacres qualifiés de génocide des Palestiniens par certains.